

25 DECEMBRE 2025

**DES FRAPPES AMERICAINES CONTRE L'ETAT
ISLAMIQUE DANS LE NORD DU NIGERIA**



LES CONSEQUENCES POUR LA CEDEAO ?

Le 25 décembre 2025, le Commandement Américain en Afrique (AFRICOM) a lancé des frappes sur des cibles au nord du Nigéria. Cet événement rarissime, inattendu est passé quasiment inaperçu dans les rédactions, les actualités et les différents commentaires dans la sous-région ouest africaine.

Modestement pourtant, je pense que ces frappes méritent qu'on y prête un peu plus d'attention. Elles ne doivent pas être analysées ou regardées sous un prisme réducteur ; elles sont un symbole et une opportunité d'implication des géostratèges africains pour comprendre et faire des propositions.

J'ai analysé les dépêches de presse, les articles à vocation militaire et j'ai vu trop peu de réaction pour ne pas dire aucune réaction. J'ai aussi cherché à savoir si des articles ont été écrit par des stratèges africains à la suite de ces frappes. Je suis demandeur mais je n'ai pas vu grand-chose. Cet article que je propose est une opportunité d'échanges. Si vous avez vu des analyses géostratégiques faites par des africains à la suite de ces attaques, je suis preneur.

Je pense que ces raids aériens contre l'Etat Islamique devraient inspirer la Force en Attente de la CEDEAO et je vais essayer de le démontrer. Mais comment ?

D'abord je vais faire un retour sur ces attaques aériennes dans leur contexte puis je vais présenter le vecteur principal qui a permis ces attaques. Enfin, je vais expliquer pourquoi la CEDEAO aurait tout intérêt à s'intéresser à ce qui s'est passé le 25 décembre 2025 dans le nord du Nigéria afin de proposer une réponse adaptée à la sécurité collective de l'espace sous-régional.



Les Présidents TRUMP et BOLA TINUBU

1 – Retour sur l'attaque du 25 décembre avec son environnement

Adeptes des phrases-chocs et des formules inédites, le Président Etatsunien Donald Trump ne s'est pas privé en souhaitant, jeudi 25 décembre, un « *joyeux Noël à tous, y compris aux terroristes morts* », sur son compte Truth Social. Son armée venait alors de mener des frappes contre l'organisation Etat Islamique dans le nord-ouest du Nigeria. Le président américain avait prévenu, le 1^{er} novembre 2025, qu'il viserait « *les terroristes qui commettent des atrocités (contre les chrétiens)* ». « *Ce soir, ils ont payé* », a-t-il surenchéri le jour de Noël. Depuis de longs mois, le Président Trump dénonçait des attaques injustifiées contre des chrétiens dans le nord du Nigéria et il promettait des représailles si ces attaques ne cessaient pas. Les américains sont même allés plus loin en qualifiant ces attaques contre les chrétiens de « génocide religieux », rien que ça! Et ces propos ont causé le 5 novembre 2025, la réaction de la Commission de la CEDEAO. En effet la Commission de la CEDEAO a exprimé sa profonde préoccupation face à la recrudescence des attaques terroristes dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier au Nigeria, où des civils de toutes confessions musulmans, chrétiens et autres sont régulièrement pris pour cibles.

Dans un communiqué publié mardi 5 novembre 2025, l'organisation régionale rejette avec fermeté les accusations américaines évoquant un « *génocide religieux* » contre les chrétiens au Nigeria. La CEDEAO qualifie ces allégations de fausses et dangereuses, estimant qu'elles risquent d'alimenter la méfiance entre communautés et de fragiliser la cohésion sociale dans la région.

« *Ces affirmations infondées menacent la stabilité régionale et détournent l'attention du véritable ennemi commun : le terrorisme* », a précisé la Commission.

Les autorités américaines, dont Donald Trump et le sénateur Ted Cruz, ont récemment accusé le Nigeria de permettre le « *meurtre de masse de chrétiens* », allant jusqu'à évoquer une possible requalification du pays comme « *État de préoccupation particulière* » (CPC) pour violations graves de la liberté religieuse.

En réponse, la CEDEAO a rappelé que les attaques terroristes touchent indistinctement toutes les communautés religieuses, et que les groupes jihadistes, notamment ceux affiliés à l'État islamique, frappent aussi bien au Nigeria qu'en République démocratique du Congo et au Mozambique.

Le gouvernement nigérian a, lui aussi réagi et dénoncé ces accusations, soulignant que le pays reste une démocratie pluraliste où la liberté religieuse est garantie par la Constitution. Abuja affirme que les violences relèvent de groupes armés extrémistes, et non d'une politique ciblant une confession particulière.

La CEDEAO a enfin appelé les Nations unies et ses partenaires internationaux à renforcer leur soutien aux États membres dans la lutte contre le terrorisme.

« Le terrorisme ne distingue ni religion, ni origine, ni âge. L'Afrique de l'Ouest a besoin d'unité et de solidarité, pas de divisions », conclut la déclaration.

Comme on le voit, les réactions et de la CEDEAO et du Nigéria ont bel et bien été émises avant les raids aériens lancés par les Forces Aériennes américaines.

Ces frappes interviennent le 25 décembre 2025. A leur suite, aucune réaction de la CEDEAO mais en revanche, les autorités du Nigéria vont réagir par la voix de Yusuf Maitama Tuggar le ministre des Affaires Etrangères qui a déclaré qu'il s'agissait d'une « opération conjointe » visant des « *terroristes* », mais que cela « *n'avait rien à voir avec une religion particulière* », contredisant au passage ainsi le récit de la Maison Blanche. Au Nigéria, les violences commises par les groupes armés touchent

majoritairement les musulmans. Le Ministre a par ailleurs laissé entendre que d'autres frappes étaient possibles contre les groupes jihadistes. Interrogé par la Télévision locale nigériane Channels TV, il a répondu : *« c'est un processus en cours et nous travaillons avec les Etats-Unis. Nous collaborons également avec d'autres pays. C'est le Nigéria qui a fourni les renseignements à Washington. J'étais au téléphone avec le Secrétaire d'Etat américain Marc RUBIO. Nous avons échangé par deux fois pendant dix-neuf minutes avant l'attaque, puis nous avons échangé de nouveau pendant cinq minutes avant qu'elle ne commence »*.
Comprenez qui pourra ? Des autorités qui niaient et contestaient les menaces américaines et qui déclarent après qu'elles ont participé aux attaques et communiqué en permanence avec les Américains. Dans ce contexte on comprend mieux le manque de réaction de la CEDEAO après les attaques car le Nigéria a lui-même déclaré être partie prenante de ces attaques.



Le ministre nigérien des Affaires étrangères, Yusuf Maitama Tuggar

Quelles ont été les cibles visées par ces frappes ? On en a des images. Les attaques ont visé l'état de SOKOTO dans le nord-ouest du Nigeria. Cet état compte 6.3 millions d'habitants et est connu pour son histoire riche et sa culture islamique. On annonce des combattants jihadistes tués, des infrastructures détruites. Deux frappes ont ciblé les villages de WARRIYA et d'ALKASSIM qui abritent des camps de base de combattants de LAKURAWA. Il faut rappeler que LAKURAWA est un groupe armé affilié à la province du Sahel de l'État islamique opérant au Mali, au Niger et dans les États nigériens de Kebbi et Sokoto. Leurs activités sont concentrées dans cinq zones de gouvernement local (LGA) de Sokoto, à savoir : Tangaza, Gudu, Illela, Binji et Silame. Initialement fondé comme un groupe d'autodéfense pour combattre les criminels dans le conflit des bandits nigériens, le groupe est finalement devenu de plus en plus radical, oppressif et opposé aux agences étatiques régulières. Lakurawa a été décrit comme un groupe terroriste en 2024 qui se livre aussi à des prises d'otages.





2 – Les moyens utilisés par les Américains

Des images de missiles lancés par un navire de guerre américain au large du golfe de Guinée ont été relayées sur le compte X du commandement américain en Afrique. Ces frappes ont visé l'Etat de Sokoto, dans le nord-ouest du pays, où l'implantation de l'organisation Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) demeure très limitée. Selon plusieurs experts, le Pentagone aurait en réalité ciblé les membres du Lakurawa (« recrue », en langue haoussa), un groupe sahélien à cheval sur le Niger, le Nigeria et le Bénin.



Capture d'image extraite d'une vidéo diffusée par le commandement américain en Afrique, montrant des missiles lancés par un navire de guerre américain au large du golfe de Guinée, le 25 décembre 2025. U.S. DEPARTMENT OF WAR/VIA REUTERS

Il reste que cette attaque s'est faite à partir d'un navire américain qui était stationné dans le golfe de Guinée, probablement au large du Nigéria. Des images publiées montrent une boule de feu parti du ponton d'un navire. Si ces images sont authentiques cela signifie, selon les spécialistes qu'elles ont été réalisées par tactique combinée de vecteurs navales et aériens. Pour le Naval des missiles de croisière Tomahawk. Pour l'aérien, des drones REAPER



Il reste que les Américains ont toujours en préparation l'installation de bases militaires dans des pays du Golfe de Guinée. Ce sont des révélations du journal bien renseigné le « *Wall street Journal* », qui, citant, des responsables américains et africains, indiquent que Washington envisage d'installer des

bases de drones militaires dans trois pays côtiers de la sous-région ouest africaine soit le Bénin, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Cette première attaque du genre n'est-elle pas une répétition générale de cette ambition américaine ?

Le vecteur principal de ces frappes, en plus des missiles de croisière TOMAHAWK tirés depuis le navire, va être le drone MQ9-REAPER. Et c'est le ministre de l'Information du Nigéria, Mohammed IDRIS qui va annoncer que ces frappes ont été menées par des missiles guidés, et par des missiles tirés depuis des drones qui évoluaient à moyenne altitude.

Intéressons-nous à ce drone dit REAPER. En voici des images.





Ce sont 16 missiles de précision guidés par GPS qui ont été tirées à partir des drones REAPER sur des cibles de l'Etat Islamique dans le nord-ouest du Nigéria.

Le MQ-9 Reaper ou « la faucheuse » est un drone de combat construit par GENERAL ATOMICS AERONAUTICAL SYSTEMS pour les Forces Aériennes Américaines. D'autres pays l'ont également acheté.

Ce modèle constitue un des fers de lance de la stratégie américaine de lutte contre Al-Qaïda et les talibans, notamment au Pakistan et dans les zones tribales.

Fin 2011, 54 Reaper étaient en service dans les forces armées des États-Unis. Début 2017, 150 sont en ligne qui remplacent le drone dit PREDATOR retiré en 2018.

Des MQ-9 ont été utilisés en Afghanistan à partir de la base aérienne de Balad qui était la plus grande base aérienne américaine dans le pays jusqu'à leur retrait en 2021. La première attaque a eu lieu le 28 octobre 2007 avec le tir de missiles Hellfire contre des troupes rebelles.

Plusieurs pays utilisent les MQ9-REAPER parmi lesquels :

- AUSTRALIE
- Belgique
- DANEMARK

- CANADA
- DANEMARK
- Espagne
- INDE
- Italie
- JAPON
- MAROC
- PAYS BAS
- POLOGNE
- ROYAUME UNI
- TAIWAN
- FRANCE

C'est à partir de 2014 que les Français dans le cadre du déploiement de la Force au Mali a commencé à utiliser des drones REAPER. Au début, ces drones servaient à des missions de reconnaissance.

Le 17 aout 2021, un Reaper Block 5 de la force Barkhane effectue une frappe opérationnelle dans le contexte sahélo-saharien.

Le 10 février 2022, un drone Reaper de la force Barkhane mène une frappe sur une colonne djihadiste qui venait de

pénétrer sur le territoire du Burkina Faso, tuant une dizaine de combattants.

3 – Des conséquences pour la CEDEAO

Il est indéniable de constater, à la lumière de l'engagement de drones américains de type MQ9-REAPER dans le nord du Nigéria et de leur relatif succès et aussi de la **non-réaction** de la CEDEAO que l'option d'utiliser des drones devient crédible pour la CEDEAO elle-même. Car dans son architecture, la Force en Attente de la CEDEAO, bras armé de l'organisation est un dispositif militaire, policier, civil mobilisable rapidement pour gérer les crises politiques et sécuritaires en Afrique de l'Ouest.

Cette Force en Attente n'est pas une Armée permanente ni supranationale car ses contingents sont fournis par les états membres et restent dans leur pays d'origine, prêts à être déployés sur décision politique. L'Etat major de la Force en Attente est basé à ABUJA au Nigéria. Elle a pu intervenir au Libéria en 1990, en Guinée Bissau pour des conflits particuliers dans ces pays.

Pour cette Force en Attente, l'une des contraintes est le manque de moyens de projection. J'entends par moyens de projection des avions de transport de troupe en grand nombre

De sorte qu'en cas d'intervention, les pays contributeurs seraient obligés de faire de longs convois par la route pour éventuellement rejoindre un pays tiers afin de pouvoir intervenir efficacement. Ces délais logistiques sont préjudiciables à l'efficacité des interventions militaires.



Des chefs d'Etat major des Etats de la CEDEAO

Un autre handicap est le manque de moyens lourds d'artillerie. Pour des engagements militaires nécessitant des frappes dans la profondeur, je ne vois pas bien les moyens d'artillerie de campagne que pourront déployer, facilement les

contingents. Pour exemple les canons d'artillerie CAESAR français ont une portée de tir de 40 à 55 kilomètres dans la profondeur.

Avec la montée en puissance des groupes jihadistes dans les Etats de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), cette nouvelle menace transfrontalière demeure une réalité pour la CEDEAO et pour tous ses états côtiers. Rappelons-nous des incursions récentes de bandes armées dans le nord du Bénin et au Ghana.



Réunion des Chefs d'Etat-major

Initialement prévue pour mobiliser 6500 hommes, la Force en Attente compte aujourd'hui environ 2000 soldats, avec des contributions variables selon les crises. Par exemple, lors de la crise au Niger, la Côte d'Ivoire a proposé un bataillon de 850 à 1 100 hommes, et le Nigeria et le Bénin ont également promis des

troupes. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la CEDEAO a envisagé de mobiliser jusqu'à 5000 soldats pour intervenir au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Comment se ferait la projection d'un tel volume de troupe ? Par voie routière certainement, avec tous les aléas que cela va induire.

La Force en Attente a déjà été engagée dans plusieurs crises : au Mali en 2013 contre des groupes jihadistes, en Gambie en 2017 pour contraindre Yahya Jammeh à céder le pouvoir, et au Niger en 2023 après le renversement de Mohamed Bazoum, bien que l'intervention finale n'ait pas eu lieu. L'engagement de la Force en Attente n'est donc pas une vue de l'esprit, elle a été réalité et peut le redevenir. Mais encore faut-il qu'elle soit efficace, et dans le cadre de la lutte contre des groupes armés type jihadistes de Boko haram ou du JNIM, l'utilisation de drones me semble pertinent.

Alors, pourquoi ne pas, dès maintenant, penser un système autonome de drones pour la Force en Attente de la CEDEAO à même de combler les limites du déploiement de forces par voies routières, l'absence d'artillerie lourde, les difficultés logistiques pour la projection des troupes. Evidemment il faudra penser ce dispositif dans son commandement, sa doctrine d'emploi et son entraînement. Cette éventualité devra obliger la CEDEAO à organiser des réunions pour les Chefs d'Etat-major des Forces

Aériennes des pays membres pour sa mise en œuvre. Je me mets à imaginer un complément de la Force en Attente de la CEDEAO à base de drones, d'aéronef de surveillance, de spécialistes du domaine aérien, des télécommunications et des satellites. Vaste programme.



Ce système de drones serait chargé des premières frappes significatives dans la profondeur avant l'engagement de troupes au sol.

On me répondra aussi que l'utilisation de drones va demander une vraie maîtrise de l'espace aérien avec des moyens de surveillance et de détection, des satellites et autres. En revenant à l'intervention américaine du 25 décembre 2026 dans

le nord-ouest du Nigéria, ces moyens ont dû être mis en œuvre et les autorités nigérianes nous ont assuré y avoir contribué.

Il est toutefois juste de noter que la mise en œuvre de drones militaires est complexe et nécessite une approche stratégique. Il faut considérer les enjeux opérationnels, techniques, juridiques, économiques et de souveraineté. C'est un sujet de réflexion pour les stratèges de l'Etat-Major de la Force en Attente de la CEDEAO basé à Abuja.

Dès lors, il ne reste qu'une farouche volonté politique pour que la CEDEAO se dote de cet instrument à base de drones pour permettre à la FAC de disposer d'un nouveau levier d'intervention réellement efficace. Telle est l'économie de ma proposition.

De plus, l'équipement en drones de cette Force en Attente n'est pas figé. Plusieurs pays proposent de nos jours, des drones d'attaques et de reconnaissance. Des pays dominent le marché à savoir les Etats-Unis, la Chine, Israël, la Turquie, l'Iran et l'Irak.

Mais il faut d'emblée l'avouer, des obstacles existent pour la mise en œuvre de cette proposition que je fais, je ne les réfute pas. A savoir :

- La procédure d'acquisition des drones (au nom de quel pays ?) puisque la Force en Attente n'est pas une Force organique mais une Force générée.
- La gestion opérationnelle et les procédures opérationnelles SOP.

Faut-il se décourager pour autant et ne voir cette proposition comme une utopie ? Je ne le pense pas. Les Officiers d'Etat major des Forces Aériennes des pays de la CEDEAO savent ce que c'est que la Planification. Justement ils peuvent être mis en mission pour planifier, sur une période de cinq ans, la faisabilité de cette proposition en identifiant les points bloquants et en faisant de bénéfiques propositions de mise en œuvre, sous exigence d'une véritable volonté politique. Pourquoi ne pas envisager que chacun des pays membres se dote de drones autonomes pour les mettre au service de la Force en Attente ? Toutes les propositions seront à étudier.

En conclusion, l'intervention du 25 décembre 2025 des drones REAPER dans le nord-ouest du Nigéria ouvre pour moi une fenêtre de réflexion pour la Force en Attente de la CEDEAO sur sa capacité à proposer une alternative sécuritaire par drones.